

<b>Légalité</b> Sincérité des scrutins	Risque de légitimation des groupes armés par les élections dans certaines régions du pays.	<b>M</b>	<b>H</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Renforcement du dialogue politique des partenaires avec les autorités pour encourager le respect des engagements pris par toutes les parties dans le cadre de l'APPR.</li> <li>▪ Concernant l'environnement du vote et les risques pouvant en affecter la liberté ou la sincérité, appui aux organisations de la société civile impliquées dans l'observation citoyenne du processus électoral (autres interventions sectorielles).</li> <li>▪ Renforcement des capacités de la Cour constitutionnelle dans le contrôle de la régularité des élections et l'examen du contentieux (autres interventions sectorielles).</li> </ul>
<b>Environnement Politique</b>	Risque d'un boycott de l'opposition			<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dialogue régulier avec les membres de l'opposition.</li> <li>▪ Dialogue avec les autorités centrafricaines pour garantir l'inclusivité.</li> </ul>

### Enseignements tirés :

La reconnaissance des progrès indiscutables impulsés par le nouveau leadership de l'ANE depuis sa prise de fonction, trois jours à peine avant la tenue des premiers scrutins, ne peut suffire à dresser un bilan globalement positif du processus électoral de 2020-2021, l'ampleur des difficultés opérationnelles et des perturbations sécuritaires lors du recensement des électeurs puis des premiers scrutins en ayant affecté l'inclusivité.

La mise en place d'une nouvelle ANE a toutefois marqué un changement de paradigme. Au-delà des améliorations tangibles auxquelles son leadership a permis à l'assistance technique de contribuer dans l'administration des scrutins législatifs de 2021, les opportunités ouvertes par cette nouvelle dynamique de coopération sont sans commune mesure avec le mode de gestion précédent. Il est indispensable de s'en saisir pour garantir un approfondissement des réformes et, ainsi, valoriser plus pleinement tous les investissements consentis depuis 2019.

En conclusion du cycle électoral en cours, la préparation des premières élections municipales et régionales depuis des décennies en offre l'occasion unique à de nombreux égards. Pour la première fois depuis sa prise de fonction, la nouvelle ANE dispose du temps nécessaire pour mener à bien des réformes substantielles en préparation d'élections dont, pour la première fois également, elle portera l'entière responsabilité.

Les recommandations de la MEE UE, de la mission d'observation citoyenne du réseau « Arc-en-ciel » appuyée par EISA sur financement de l'UE et de l'AT de PAPEC seront prises en considération pour une amélioration des élections locales à court terme, mais aussi pour une consolidation des recommandations pour les futurs cycles électoraux.

## 3.5 Logique d'intervention

L'action vise à renforcer la démocratie et les processus démocratiques inclusifs en République centrafricaine, dans le respect des normes régionales et internationales. Dans la continuité de l'appui de l'Union européenne aux élections présidentielle et législatives de 2020-2021, elle contribuera au fonds commun multi-bailleur géré par le PNUD, qui vise à appuyer les acteurs nationaux dans l'organisation et la gestion du cycle électoral en répondant au mieux aux normes de qualité internationalement reconnues. Elle ciblera les activités de mise à jour et de pérennisation du fichier électoral et de sensibilisation des électeurs. Elle continuera également de soutenir l'ANE par une assistance technique pour renforcer ses capacités et l'accompagner dans l'approfondissement des réformes engagées.

Tirant tous les enseignements des élections présidentielle et législatives en s'appuyant sur les recommandations de la MEE UE, de la mission d'observation citoyenne du réseau « Arc-en-ciel » appuyée par EISA sur financement de l'UE, et sur les travaux de l'assistance technique de PAPEC, l'action cible cinq domaines d'appui prioritaires, décrits en section 2.2, pour renforcer la régularité, l'inclusivité et la transparence du processus électoral.

La logique d'intervention sous-jacente de l'action repose sur tout ce qui précède, et s'articule comme suit :

- En apportant un appui technique et matériel décisif à la mise en place d'un système robuste de révision des listes électorales, elle contribue à en garantir de façon durable la fiabilité et l'inclusivité,